

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, demandant la libération des otages retenus par les FARC en Colombie, notamment d'Ingrid Betancourt, à Paris le 28 février 2008.

J'ai entendu les témoignages des deux otages libérés, Luis Eladio Perez et Gloria Polanco. Ils sont accablants. Tant de cruauté, tant de barbarie soulèvent le coeur. Il faut que les FARC le sachent et le comprennent : le martyre qu'ils imposent à Ingrid Betancourt, c'est un martyre qu'ils infligent à la France.

En décembre, il y a déjà presque 3 mois, j'ai lancé un appel au chef de la guérilla, Manuel Marulanda. Pour qu'il libère les otages et depuis, il y a eu ces libérations, ces 6 otages rendus à la vie. Mais aussi pour qu'il libère notre compatriote, Ingrid, et cet appel est resté sans réponse. Je le renouvelle aujourd'hui. J'appelle les FARC à libérer sans délai Ingrid Betancourt. Il s'agit d'une question de vie ou de mort. Ils ne peuvent pas laisser mourir cette femme. C'est une course contre la mort, on ne peut plus attendre.

Je m'adresse au président Chavez, dont je salue l'implication et les efforts qui ont permis de rendre hier à la vie 4 otages de plus. Je lui demande d'user de toute son influence pour sauver la vie d'Ingrid Betancourt. J'ai entendu son appel aux FARC hier soir et je le relaie avec force. Je suis prêt à aller moi-même chercher Ingrid Betancourt à la frontière Venezuela-Colombie, si cela devait être la condition.

Je l'ai dit : la France restera mobilisée jusqu'à la sortie du dernier otage. Je m'y engage personnellement. Mais le sort d'Ingrid Betancourt relève d'un geste humanitaire, non d'un accord humanitaire. C'est aujourd'hui une course contre la mort. La France restera engagée pour un accord humanitaire une fois qu'Ingrid Betancourt sera libre.